ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 18 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification des articles 42 et 89 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales", a donné en sa séance du 21 septembre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 18e Juli 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 42 en 89 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen",heeft ter zitting van 21 September 1950 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat est saisi d'un autre projet (L.1361), apportant comme le projet actuel des modifications aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il eût été de bonne technique de fusionner les deux projets.

Des raisons d'opportunité expliquent que le gouvernement les présente séparément.

+

+ +

Le projet a pour objet de modifier les articles 42 et 89 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en vue d'imposer la tenue en double exemplaire des registres d'actions et d'obligations nominatives, l'un des exemplaires devant être déposé ailleurs qu'au siège social.

Si la modification proposée s'inspire des dispositions du Code civil, relatives aux registres de l'état-civil, elle s'en écarte cependant sur des points importants.

Dans le système du Code civil, les registres de l'état civil sont "tenus doubles" (article 40 du Code civil), c'est-à-dire que les actes de l'état civil sont rédigés en doubles originaux. L'un des registres n'est pas la copie de l'autre. Chacun constitue un original et fait foi comme tel.

Ensuite, les registres sont clos et arrêtés à la fin de chaque année et, dans le mois, l'un des doubles est déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance (article 43 du Code civil).

../..

Dans le système du projet, le registre déposé en dehors du siège social, soit en Belgique, soit à la Colonie, soit à l'étranger, pourrait apparaître comme une copie du registre tenu au siège social et non pas comme un second registre original. Il suffit de signaler à cet égard, à titre d'exemple, l'apposition sur le registre des signatures du cédant et du cessionnaire, prévues en cas de cession d'actions nominatives par l'article 43 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le projet n'envisage pas expressément la possibilité d'apposer simultanément ces signatures sur les deux registres, alors que l'un de ceux-ci peut être déposé à l'étranger.

Dans l'exemple cité, le registre déposé à l'étranger devrait être considéré comme une simple copie du registre tenu au siège social, s'il se bornait à faire mention de l'existence des signatures figurant sur ce dernier registre.

Le projet ne se prononce pas sur le point de savoir si le second registre aura valeur d'original ou valeur de copie. Cette distinction offre cependant un intérêt incontestable en ce qui concerne la force probante de ce registre.

Il résulte des intentions exprimées par le gouvernement que la modification légale proposée devrait prévoir la reproduction en original du registre tenu au siège social, en précisant la manière dont cette reproduction serait assurée.

./....

Il suffirait, à cet égard, de disposer que la reproduction en original pourra se faire au moyen de photocopies ou de doubles originaux qui, au fur et à mesure de leur confection, seront annexés au registre tenu en dehors du siège social.

\+

\+ +

Alors que le projet imposait la tenue d'un double registre à toutes les sociétés anonymes, le gouvernement a manifesté l'intention de substituer à pareille obligation une simple faculté.

Dans ce nouveau système, le conseil d'administration pourra décider qu'il sera tenu un second registre et fixer l'endroit où celui-ci devra être déposé. La désignation de cet endroit fera l'objet d'une publication au Moniteur, à la diligence des administrateurs, sous la responsabilité de ceux-ci.

Toutefois, le conseil d'administration pourra modifier l'endroit du dépôt, mais il appartiendra à l'assemblée générale seule, statuant dans les formes requises pour les modifications aux statuts, de rapporter la décision de tenir un second registre, eu égard à l'importance de cette mesure.

\+

\+ +

Aux termes de l'exposé des motifs, le "registre tenu en dehors du siège social n'a qu'une force probante supplétive pour le cas où il serait impossible de produire le registre tenu au dit siège et les énonciations que le premier contiendrait pourraient toujours être contestées, à charge de rapporter la preuve contraire ".

Ce n'est donc qu'à défaut du registre tenu au siège social, quand celui-ci ne peut être produit, que le second registre pourra être invoqué. En pareil cas, il pourra l'être par la société et par les actionnaires et il sera utilisé aux mêmes fins que le registre tenu au siège social; contrairement à ce que laisserait supposer la dernière phrase du nouvel article 42, ce n'est pas exclusivement mais notamment que les transferts de titres seront valablement effectués par inscriptions dans le second registre.

Mais lorsque ce registre peut être invoqué, les énonciations qu'il contient pourront toujours être contestées à charge de rapporter la preuve contraire. Il est probable que le gouvernement en restreint de cette sorte la force probante afin d'éviter,notamment,les contrariétés de décisions que pourrait provoquer l'existence simultanée de deux registres susceptibles de servir de preuve.

En effet, dans le système du projet, le registre tenu au siège social, sauf cas de perte et de destruction, ne perd pas toute valeur lorsque des circonstances exceptionnelles, la guerre par exemple, le rendent inaccessible à certaines personnes. Il est facile de se rendre compte que la restriction apportée à sa force probante est un correctif insuffisant.

../..

Prenons un exemple : une société belge ayant son siège à Bruxelles a déposé son second registre au Congo. Un conflit armé éclate, rendant toute communication impossible entre la métropole et la Colonie. Un actionnaire qui se trouve au Congo cède ses actions nominatives; cédant et cessionnaire signent tous deux le registre déposé à la Colonie. Le cédant meurt peu après. Ses héritiers, qui se trouvent tous en Belgique et qui ignorent la cession faite par leur auteur, pourront exercer les droits de celui-ci et céder une seconde fois les titres à un autre cessionnaire sur la foi des indications du registre social où ne figurent pas les mentions inscrites au Congo.

L'inaccessibilité est essentiellement relative. Elle ne vaut pas pour tous. Les deux registres peuvent coexister et la société, être moral, peut avoir des administrateurs capables de l'engager tant en Belgique qu'au Congo en manière telle qu'il ne sera pas impossible à tout le monde d'atteindre le registre tenu au siège social. Il en résulte que les deux registres pourront contenir des mentions discordantes ou contradictoires et tous deux pourront, en certaines circonstances, être invoqués à titre de preuve.

Si l'inaccessibilité était appréciée par des tribunaux siégeant dans des conditions normales, la jurisprudence déterminerait la portée de ce mot de façon à obtenir une bonne application de la loi. Mais il est possible que la question doive être examinée par des juridictions siégeant dans des circonstances absolument différentes et sans qu'aucun recours ne soit utilement possible pour obtenir l'unification de la jurisprudence.

../..

Se rendant compte des difficultés que soulève le projet, le gouvernement a manifesté l'intention de se borner à organiser la tenue facultative en double exemplair des registres d'actions et d'obligations nominatives,avec dépôt d'un des exemplaires en dehors du siège social, en laissant au Roi le soin de régler, suivant les circonstances, les conditions dans lesquelles le second registre pourra être invoqué et utilisé. Cela implique notamment le pouvoir pour le Roi de décider que, dans des situations exceptionnelles, le registre supplétif fera seul foi et pourra être utilisé, à l'exclusion du registre social, spécialement pour le transfert des titres.

\+

\+ \+

Au lieu de modifier le texte des articles 42 et 89 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Etat propose d'y insérer un article 43 bis et un article 89 bis, afin d'éviter que l'on ne doive modifier, en dehors des articles 42 et 89, d'autres articles de ces lois qui se réfèrent au registre unique existant actuellement, tels les articles 43, 50 et 57.

\+

\+ \+

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose de rédiger le texte du projet comme suit :

../..

PROJET DE LOI RELATIF A LA TENUE D'UN SECOND REGISTRE DES ACTIONS ET OBLIGATIONS NOMINATIVES.

.....

Article 1er.-

Il est inséré dans les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, un article 43 bis ainsi rédigé :

"Article 43 bis. Le conseil d'administration pourra décider qu'un second registre des actions nominatives, déposé en dehors du siège social, en Belgique, dans la Colonie ou à l'étranger, et dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, reproduira en original le registre tenu au siège social. Cette reproduction pourra se faire au moyen de photocopies ou de doubles originaux.

Les administrateurs feront publier aux annexes du Moniteur l'endroit où le second registre aura été déposé. Cet endroit pourra être modifié par simple décision du conseil d'administration.

La décision prise par le conseil d'administration de tenir un second registre des actions nominatives ne pourra être modifiée que par une délibération de l'assemblée générale, dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts.

Le Roi règlera les conditions dans lesquelles le second registre sera utilisé.".

../..

Article 2.-

Il est inséré dans les mêmes lois un article 89 bis ainsi rédigé :

"Article 89 bis. Le conseil d'administration pourra décider qu'un second registre des obligations nominatives, déposé en dehors du siège social, en Belgique, dans la Colonie ou à l'étranger, reproduira en original le registre tenu au siège social. Cette reproduction pourra se faire au moyen de photocopies ou de doubles originaux.

Les administrateurs feront publier aux annexes du Moniteur l'endroit où le second registre aura été déposé. Cet endroit pourra être modifié par simple décision du conseil d'administration.

La décision prise par le conseil d'administration de tenir un second registre des obligations nominatives ne pourra être modifiée que par une délibération de l'assemblé générale, dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts.

Le Roi règlera les conditions dans lesquelles le second registre sera utilisé.".

.....

De Raad van State werd om advies verzocht over een tweede ontwerp (L.1361) dat, evenals het onderhavige, wijzigingen aanbrengt in de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen. In technisch opzicht ware het verkieslijk geweest beide ontwerpen samen te voegen.

De regering legt ze echter om redenen van opportuniteit afzonderlijk voor.

\+

\+ \+

Het ontwerp strekt tot wijziging van de artikelen 42 en 89 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen ten einde de verplichting op te leggen de registers der aandelen en der obligatiën op naam in tweevoud te houden, en één der exemplaren elders dan ten zetel der vennootschap neer te leggen.

Hoewel de voorgestelde wijziging wordt ingegeven door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de registers van de burgerlijke stand, wijkt zij echter, op voorname punten, daarvan af.

In het stelsel van het Burgerlijk Wetboek worden de registers van de burgerlijke stand "in dubbel" gehouden (artikel 40 Burgerlijk Wetboek), met andere woorden: de akten van de burgerlijke stand worden in twee originelen opgemaakt. Het ene register is geen afschrift van het andere. Elk is een origineel en heeft als zodanig bewijskracht.

.../...

Voorts worden de registers aan het einde van ieder jaar afgesloten, en binnen de maand wordt het ene dubbel in het archief van de gemeente, het andere op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg neergelegd. (artikel 43 Burgerlijk Wetboek).

In het stelsel van het ontwerp, zou het register dat buiten de zetel der vennootschap, hetzij in België, hetzij in de Kolonie, hetzij in het buitenland is neergelegd, kunnen voorkomen als een afschrift van het register ten zetel der vennootschap gehouden, en niet als een tweede origineel register.

In dit opzicht volstaat het, als voorbeeld, er op te wijzen dat in het register worden geplaatst de handtekeningen van overdrager en overnemer, welke artikel 43 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, in geval van overdracht van aandelen op naam, voorschrijft.

Het ontwerp bepaalt niet uitdrukkelijk de mogelijkheid deze handtekeningen in beide registers gelijktijdig te plaatsen wanneer één er van in het buitenland is neergelegd.

In het aangehaald voorbeeld, zou het register, in het buitenland neergelegd, als een eenvoudig afschrift van het ten zetel der vennootschap gehouden register moeten worden beschouwd, indien men zich er bij bepaalde daarin de handtekeningen, in het tweede bedoeld register geplaatst, te vermelden.

Het ontwerp bepaalt niet of het tweede register als een origineel dan wel als een afschrift geldt. Dit onderscheid is nochtans onbetwistbaar van belang wat betreft de bewijskracht van dit register.

.../...

Uit de bedoelingen door de regering te kennen gegeven, blijkt dat,volgens de voorgestelde wijziging in de wet,de reproductie van het ten zetel der vennootschap gehouden register als een origineel moet gelden, waarbij men tevens de wijze bepaalt waarop die reproductie moet geschieden.

In dit opzicht volstaat het te zeggen dat de als een origineel geldende reproductie kan geschieden door middel van fotokopieën of van dubbele originelen die, naarmate zij worden opgemaakt, bij het register, buiten de zetel der vennootschap gehouden, worden gevoegd.

\+

\+ \+

Waar het ontwerp aan alle naamloze vennootschappen de verplichting oplegde twee registers te houden, gaf de regering evenwel haar voornemen te kennen daartoe enkel de mogelijkheid open te laten.

Volgens dit nieuwe stelsel kan de raad van beheer beslissen dat een tweede register moet worden gehouden en de plaats aangeven waar het dient neergelegd. Deze plaats wordt bepaald door middel van een bekendmaking in het Staatsblad, welke geschiedt door de zorg van de beheerders en onder hun verantwoordelijkheid.

De raad van beheer zal echter de plaats der neerlegging kunnen wijzigen, doch de beslissing een tweede register te houden zal - gelet op de belangrijkheid van de maatregel - enkel door de algemene vergadering kunnen worden ingetrokken, met inachtneming van de vormen welke voor de wijzigingen in de statuten zijn vereist.

\+

\+ \+

.../...

Luidens de memorie van toelichting heeft "het buiten de zetel van de vennootschap gehouden register slechts een aanvullende bewijskracht bij geval het onmogelijk zou zijn het in bedoelde zetel gehouden register voor te leggen, en de vermeldingen die het eerste zou bevatten zouden steeds, mits het tegenbewijs wordt geleverd, kunnen betwist worden ".

Alleen dus wanneer het ten zetel van de vennootschap gehouden register ontbreekt, wanneer dit register niet kan worden overgelegd, kan men zich beroepen op het tweede registe In zodanig geval kan dit gedaan worden door de vennootschap en door de aandeelhouders, en zal het voor hetzelfde doel als het ten zetel gehouden register worden gebruikt ; in tegenstelling met wat de laatste volzin van het nieuw artikel 42 zou kunnen doen veronderstellen, worden de overdrachten van effecten niet uitsluitend, maar onder meer geldig uitgevoerd door inschrijving in het tweede register.

Wanneer echter een beroep op dit register kan worden gedaan, kunnen de vermeldingen die het bevat altijd, mits men het tegenbewijs levert, betwist worden. Waarschijnlijk beperkt de regering aldus de bewijskracht er van om onder meer te vermijden, dat het naast elkander bestaan van twee register, die als bewijs kunnen dienen, tegenstrijdigheid in de beslissingen tot gevolg zou hebben.

In het stelsel van het ontwerp immers verliest het ten zetel gehouden register, behalve ingeval het verloren gaat of vernietigd is, niet al zijn waarde wanneer uitzonderingsomstandigheden, oorlog bij voorbeeld, het voor sommige personen ontoegankelijk maken. Men geeft er zich gemakkelijk rekenschap van, dat de aldus opgelegde beperking der bewijskracht als correctief ontoereikend is.

.../...

Nemen wij, bij voorbeeld, een Belgische vennootschap met zetel te Brussel, die een tweede register in Congo heeft neergelegd. Een gewapend conflict breekt uit en maakt alle verkeer tussen moederland en Kolonie onmogelijk. Een aandeelhouder die zich in Congo bevindt staat zijn aandelen op naam af ; overdrager en overnemer ondertekenen allebei het in de Kolonie neergelegd register. Kort nadien sterft de overdrager. Zijn erfgenamen, die alle in België verblijven en aan wie de door hun rechtsvoorganger gedane overdracht onbekend is, kunnen zijn rechten uitoefenen en de effecten een tweede maal aan een andere overnemer afstaan op grond van de gegevens van het register der vennootschap waarin de in Congo ingeschreven vermeldingen niet voorkomen.

De ontoegankelijkheid is uiteraard betrekkelijk. Zij geldt niet voor iedereen. De twee registers kunnen naast elkander bestaan en de vennootschap, als rechtspersoon, kan beheerders hebben die bekwaam zijn om haar in België als in Congo te verbinden, zodat het ten zetel van de vennootschap gehouden register niet voor iedereen onmogelijk te bereiken is. Derhalve kunnen de twee registers uiteenlopende of strijdige vermeldingen bevatten en kunnen zij, in bepaalde omstandigheden, allebei als bewijs worden ingeroepen.

Indien rechtbanken die in normale omstandigheden zetelen, over de ontoegankelijkheid hadden te oordelen, dan zou de rechtspraak de draagwijdte van dat woord zo bepalen dat men een goede toepassing der wet bekomt. Het kan zich echter ook voordoen dat het vraagstuk moet onderzocht worden door rechtbanken die in volkomen verschillende omstandigheden zetelen, en zonder dat enig beroep mogelijk is om tot eenmaking van de rechtspraak te komen.

.../...

Zich bewust van de moeilijkheden die het ontwerp doet rijzen, heeft de regering haar voornemen te kennen gegeven, de mogelijkheid open te laten voor het houden in tweevoud van de registers der aandelen en obligatiën op naam, met nederlegging van een der exemplaren buiten de zetel der vennootschap, zodat het aan de Koning wordt overgelaten al naar gelang van de omstandigheden te bepalen onder welke voorwaarden het tweede register kan ingeroepen of gebruikt worden. Wat onder meer impliceert dat de Koning de macht heeft te beslissen dat,in uitzonderlijke toestanden,alleen het aanvullend register bewijskracht heeft en dat het met uitsluiting van het register der vennootschap in 't bijzonder voor de overdracht der effecten kan gebruikt worden.

\+

\+ +

In plaats van de tekst van de artikelen 42 en 89 de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen te wijzigen stelt de Raad van State voor er een artikel 43 bis en een artikel 89 bis in te voegen, om te vermijden dat men, benevens de artikelen 42 en 89, andere artikelen van die wetten, die betrekking hebben op het enige thans bestaande register, zoals de artikelen 43, 50 en 57, moet wijzigen.

\+

\+ +

Met inachtneming van de voorgaande opmerkingen stelt de Raad van State voor, de tekst van het ontwerp als volgt te stellen :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET HOUDEN VAN EEN TWEEDE REGISTER VAN DE AANDELEN EN OBLIGATIEN OP NAAM.

.....

Artikel 1.-

In de wetten op de handelsvennootschappen, samengeordend bij koninklijk besluit van 30 November 1935, wordt een

"Artikel 43 bis.- De raad van beheer kan beslissen dat een tweede register van de aandelen op naam, buiten de zetel der vennootschap, in België, in de Kolonie of in het buitenland neergelegd en waarvan iedere aandeelhouder inzage kan nemen, het register, ten zetel van de vennootschap gehouden, in zijn oorspronkelijke tekst zal weergeven. Die reproductie kan geschieden door middel van fotokopieën of van dubbele originelen.

De beheerders doen in de bijlagen van het Staatsblad de plaats bekendmaken waar het tweede register is neergelegd. Die plaats kan bij eenvoudige beslissing van de raad van beheer worden gewijzigd.

De beslissing van de raad van beheer een tweede register van de aandelen op naam te houden, kan slechts worden gewijzigd bij besluit van de algemene vergadering in de vormen welke voor de wijzigingen in de statuten zijn voorgeschreven.

De Koning regelt de voorwaarden waaronder het tweede register zal gebruikt worden.".

Artikel 2.-

In dezelfde wetten wordt een artikel 89 bis ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel 89 bis.- De raad van beheer kan beslissen dat een tweede register van de obligatiën op naam, buiten de zetel der vennootschap, in België, in de Kolonie of in het buitenland neergelegd, het register, ten zetel van de vennootschap gehouden, in zijn oorspronkelijke tekst zal weergeven. Die reproductie kan geschieden door middel van fotokopieën of van dubbele originelen.

.../...

De beheerders doen in de bijlagen van het Staatsblad de plaats bekendmaken waar het tweede register is neergelegd. Die plaats kan bij eenvoudige beslissing van de raad van beheer worden gewijzigd.

De beslissing van de raad van beheer een tweede register van de obligatiën op naam te houden, kan slechts worden gewijzigd bij besluit van de algemene vergadering in de vormen welke voor de wijzigingen aan de statuten zijn voorgeschreven.

De Koning regelt de voorwaarden waaronder het tweede register zal gebruikt worden.".

.....

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : V. DEVAUX, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
A.G. VRANCKX, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
A. BERNARD, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) V. DEVAUX.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Justice.
van Justitie.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.